Les Echos Tous droits réservés - Les Echos 29/5/2013 P.

Pour un « geek » à la tête de l'Education nationale

Il faut abandonner la promesse électoraliste et coûteuse – 1,4 milliard d'euros – de recruter 60.000 professeurs. Mieux vaut utiliser ce budget à la promotion d'un vrai décollage de l'enseignement numérique en France.

LA **CHRONIQUE** d'**Edouard Tétreau**

« Il n'y a dans le visible que les ruines de l'esprit. » Parmi les nombreuses pensées stimulantes de Maurice Merleau-Ponty, dont l'actuel ministre de l'Education nationale est un spécialiste revendiqué, celle-ci a au moins un mérite : faisant moins de 140 caractères, elle pourrait venir enrichir les trop rares tweets – je veux dire, les gazouillis – du susnommé sur la Toile.

Mais le ministre de l'Education nationale a trop à faire ces jours-ci pour s'adonner à de telles facéties. A la tête d'une armée de 1.098.668 fonctionnaires, d'une taille comparable à celle de la Corée du Nord (1.106.000 soldats), il se demande comment affecter les futures 60.000 recrues promises par le candidat Hollande. Quelle mission pour ce nouveau corps d'armée, qui coûtera au moins 1,4 milliard d'euros par an, alors que la Cour des comptes pointe les dysfonctionnements graves de cette administration, fossilisée dans sa gestion des ressources humaines depuis un demi-siècle, en sureffectifs croissants mais sous-employés et sous-rémunérés, alors que le nombre de leurs administrés (les élèves) baisse ?

Le débat sur la loi instaurant la possibilité de dispenser des cours en anglais dans les universités françaises nous fournit le matériau d'une autre approche, plus respectueuse du métier d'enseignant, et plus efficace pour assurer un devenir à leurs élèves, au-delà de la remise de leurs copies de baccalauréat. Ce débat ranime des réflexes hélas bien ancrés : d'un côté, la croyance magique dans la possibilité de nous isoler du monde moderne, bien à l'abri derrière nos lignes Maginot linguistiques ; de l'autre, le snobisme et l'esprit de capitulation des déclinistes, prônant l'effacement de la langue française au profit du « globish », cet anglais d'aéroport qu'ils ont fait leur.

L'autre voie est celle-ci : faire en premier lieu du « seed capital », un investissement de démarrage dans l'apprentissage de l'anglais par les enseignants. Sans la maîtrise de cette « lingua franca », ils se coupent de l'essentiel du savoir moderne circulant, souvent gratuitement, sur la Toile (en particulier en sciences) – ainsi leurs élèves de la connaissance éclairée du monde dans lequel ils vivent. On pourra allouer pour cela une somme de 200 millions d'euros à l'année. L'autre priorité doit être la promotion d'un de nos atouts compétitifs majeurs : notre propre langue. Plus de 220 millions de personnes parlent et écrivent aujourd'hui le français dans le monde. D'ici à 2050, du fait de la vitalité démographique en Afrique notamment, les populations francophones représenteront plus de dix fois la population française aujourd'hui.

> L'Etat consacre à peine 20 millions d'euros par an à l'achat de logiciels et manuels numériques.

> Il faut investir dans l'« e-learning » et financer l'effort en renonçant à embaucher 60.000 profs.

Comment affermir et faire valoir cet atout majeur, source de croissance économique, de débouchés pour nos entreprises et de notre rayonnement culturel dans le monde ? D'abord, en fortifiant ce qui existe déjà, en particulier les programmes de bourses pour les étudiants étrangers. Si nous voulons attirer les meilleurs étudiants francophones des puissances émergentes d'Amérique et d'Asie, et ainsi tisser des liens durables avec elles, le montant ridicule des bourses actuellement distribuées (75 millions d'euros pour moins de 16.000 étudiants chaque année) doit être sextuplé. Objectif : 450 millions d'euros pour 100.000 boursiers francophones chaque année.

Reste 750 millions d'euros à investir. Leur destination ? Une industrie en croissance exponentielle qui pèsera 168 milliards de dollars dans le monde en 2018 : l'« e-learning ». L'éducation numérique, en ligne, par Internet. Or, dans ce domaine, à la fois parce que le savoir académique français est un capital substantiel, enrichi par les siècles et reconnu dans le monde entier, et parce que nous avons des atouts réels à faire valoir dans l'économie numérique (nombre d'ingénieurs, écoles d'informatiques pionnières, type « 42 », groupes et technologies de pointe – SSII notamment), notre économie est assise sur un tas d'or. Mais elle n'en fait rien. L'Education nationale consacre à peine 20 millions d'euros par an à l'achat de logiciels éducatifs et manuels numériques (contre 300 millions d'euros pour les manuels papier, 100 millions d'euros pour les photocopies). La France est le 24e pays de l'OCDE en termes d'utilisation du numérique pour l'éducation. D'après l'Inspection générale des finances, il faudrait seulement de 50 à 100 millions d'euros par an pour démarrer une stratégie d'e-éducation en France, en maximisant l'usage des « open data », « serious games » et plates-formes collaboratives notamment.

Décuplons cet investissement pour le porter à 750 millions d'euros par an et ainsi encourager une filière d'excellence, susceptible de créer des champions nationaux capables de conquérir les marchés francophones d'avenir, en Afrique, en Asie et en Amérique. Combien de dizaines de milliers d'emplois et de milliards d'euros de PIB pourraient surgir sur notre territoire grâce à un tel investissement ? « Who knows ? »

En revanche, il est facile d'identifier la source du financement de cet effort représentant au total 1,4 milliard d'euros par an : il s'agit de la suppression pure et simple de la promesse, honteusement clientéliste et économiquement absurde, de créer 60.000 postes supplémentaires dans une administration n'ayant pas un problème de sous-effectif, mais de mauvaise gestion de ses pantagruéliques ressources humaines et budgétaires. On posera finalement ici une simple question : pour faire de l'Education nationale le fer de lance d'un rebond français, culturel, industriel et linguistique, qui faut-il à sa tête ? Un merleau-pontyste nostalgique des mânes de Jules Ferry ou un « geek » autodidacte ?

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin et professeur affilié à HEC.

A l'école maternelle d'Haguenau (Bas-Rhin) les enfants utilisent, pour appréhender l'écriture, des tablettes numériques. *Photo Frederick Florin/AFP*